
Les accords de commerce, l'agro-industrie et la crise climatique

Les pourparlers sur le climat qui auront lieu à Paris, en décembre de cette année, sont envisagés comme la dernière occasion pour que les gouvernements s'engagent à se fixer des objectifs obligatoires susceptibles de freiner la course actuelle vers le chaos climatique. Or, pendant le compte à rebours qui aboutira à Paris, nombre de ces mêmes gouvernements ont signé ou sont en train de proposer plusieurs traités de commerce et d'investissement qui risquent d'aller à l'encontre des mesures nécessaires pour faire face au changement climatique.

Ce que nous savons de ces accords à ce jour, à partir des rares textes qui ont fuité des négociations secrètes, c'est qu'ils feront augmenter la production, le commerce et la consommation de combustibles fossiles et qu'ils seront utilisés pour contrer les mesures populaires qui affectent les bénéfices des industries polluantes. (1)

Encore moins a été dit sur les répercussions éventuelles qu'auront sur le climat les dispositions de ces traités quand ils concernent l'alimentation et l'agriculture. Pourtant, la question est vitale, parce que l'alimentation et l'agriculture jouent un rôle capital dans le changement climatique. (2) Nous voyons sept facteurs principaux qui feront que les éléments concernant l'alimentation et l'agriculture dans les traités actuels de commerce et d'investissement rendent encore plus grave la crise climatique.

1. L'augmentation de la production, du commerce et de la consommation d'aliments qui sont de grands émetteurs de gaz à effet de serre

Dans la production agricole, la viande et les produits laitiers sont les plus forts contributeurs au changement climatique. Seuls 11 % de la viande produite sont commercialisés au niveau international, mais, de façon générale, il est prévu que la production et la consommation de viande augmentent de 17 % d'ici à 2024, et qu'elles doublent d'ici à 2050. (3) Le développement du commerce est censé contribuer à cette croissance, et il proviendra en partie des traités de commerce les plus récents, qui pourraient réorienter considérablement la dynamique du marché actuel de la viande. Bien entendu, on ne peut pas prédire de combien augmenteront le commerce et la consommation par suite de ces accords mais, avec des tarifs douaniers réduits et des normes moins strictes, l'offre va augmenter, et donc la consommation dans les pays importateurs. Après tout, c'est ce que recherchent les groupes de pression de l'industrie. Il est prévu aussi que les marchés se développeront pour certaines sociétés agro-industrielles et leurs investisseurs, grâce à l'affaiblissement des réglementations concernant la sécurité des aliments et les lois sur l'étiquetage qui découleront de ces nouveaux accords. (5)

2. La promotion de l'agriculture industrielle pour l'exportation, au détriment de l'agriculture et des systèmes alimentaires locaux

L'expansion des marchés européens des volailles et du lait en poudre a toujours été une facette-clé

des programmes de libéralisation du commerce de l'UE, comme le savent les agriculteurs et les éleveurs africains. Ceux-ci se mobilisent depuis des années pour mettre fin au *dumping* de poulets fortement subventionnés et à l'excès de produits laitiers en provenance de l'Europe. À présent, ces combats sont de plus en plus liés au changement climatique. Après tout, les volailles industrielles sont une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Les poulets élevés pour leur viande produisent sept fois plus de GES que les oiseaux de basse-cour. Et les pondeuses, élevées pour leurs œufs, en produisent quatre fois plus. La consommation de poulet est en train d'augmenter dans beaucoup de pays parce qu'il s'agit d'une viande bon marché; par conséquent, on suppose que le commerce mondial des volailles augmentera aussi. Tout ceci provient d'élevages de volailles industriels, qui émettent davantage de GES que les élevages en basse-cour ou à petite échelle.

3. L'essor des supermarchés mondiaux et des aliments manufacturés

Les plus grands noms de la vente au détail d'aliments aspirent à croître en Asie, en Afrique et en Amérique latine, grâce à plusieurs nouveaux traités de commerce. L'expansion des supermarchés mondiaux entraîne l'expansion de la production, du commerce et de la consommation d'aliments manufacturés. Grâce au NAFTA, par exemple, la consommation d'aliments manufacturés est montée en flèche au Mexique et, avec elle, de graves problèmes de santé publique sont apparus; le secteur détaillant du pays a été accaparé par de grandes chaînes mondiales. (7)

Les aliments manufacturés – produits par Mondelez, Nestlé, Pepsico, Danone, Unilever et d'autres sociétés de ce genre – sont de gros émetteurs de gaz à effet de serre, non seulement à cause de toute l'énergie utilisée pour le traitement, l'emballage et le transport de ces aliments, mais aussi à cause des émissions produites à la ferme et du déboisement que provoque l'expansion des plantations. Les aliments manufacturés sont composés des matières premières les moins chères que les entreprises puissent obtenir autour du monde. Un paquet d'un aliment quelconque que l'on trouve au supermarché peut contenir du lait en poudre néo-zélandais, du maïs des États-Unis, du sucre brésilien, du soja argentin et de l'huile de palme indonésienne... et tous ces ingrédients produisent des émissions élevées.

4. La fraude qui consiste à externaliser les émissions

Les traités de commerce favorisent la production d'aliments dans les pays où les coûts de production sont faibles ou fortement subventionnés, et où les taux d'émission sont élevés. Ces pays ont de puissants lobbys agro-industriels et dépendent souvent des exportations agricoles pour leurs recettes. Il est donc très peu probable qu'ils appliquent une quelconque mesure de réduction des émissions qui risque d'amoinrir la compétitivité de leurs produits agricoles. On voit déjà ces pays et leurs entreprises prendre des mesures pour détourner toute initiative internationale qui risque d'introduire des réductions significatives des émissions d'origine agricole, par exemple en promouvant l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente face au climat, qui est dominée par l'agro-industrie.

Les émissions importées avec les aliments ne risquent pas d'être comptabilisées non plus par le pays importateur. Même si un gouvernement importateur essayait de le faire, grâce aux nouveaux traités toute mesure pour réduire les importations de certains produits fortement émetteurs de gaz à effet de serre serait considérée comme une restriction commerciale déloyale.

5. Davantage de biocarburants

Les biocarburants sont une autre source d'énergie polluante qui, avec les combustibles fossiles,

risque d'être relancée par les derniers traités de commerce. Cela arrive surtout quand les chapitres des traités de commerce qui portent sur l'investissement essaient de «niveler le terrain de jeu» pour les investisseurs étrangers au moyen de clauses sur le «traitement national» et «la nation la plus favorisée», qui rendent bien plus facile l'obtention de terres pour la production de biocarburants. Déjà, les politiques climatiques de l'UE ont déclenché une appropriation foncière massive en Afrique, pour la production d'éthanol à destination des marchés européens.

6. L'affaiblissement de la promotion des économies alimentaires locales

D'après la doctrine du libre-échange, les programmes qui visent à stimuler la consommation de produits nationaux ou locaux seraient discriminatoires et provoqueraient des distorsions du marché. L'Organisation mondiale du commerce a fait quelque chose pour décourager ces initiatives, mais les nouveaux traités de commerce bilatéraux et régionaux vont beaucoup plus loin. Les défenseurs de la souveraineté alimentaire voient ceci comme une menace potentielle pour les économies alimentaires locales que certains groupes ont méticuleusement construites au cours des dernières décennies (par exemple, des initiatives de politique alimentaire destinées à encourager la consommation d'aliments locaux dans les services publics, comme les écoles et les hôpitaux). (8) Toute tentative de rendre illégale la promotion de la consommation de produits locaux aboutira automatiquement à une plus forte déstabilisation du climat. (9) Il en sera de même dans le cas des initiatives pour encourager l'achat de produits «verts» ou l'achat à des entreprises petites ou moyennes afin d'atténuer le changement climatique.

7. Les mesures pour la sécurité alimentaire deviennent illégales

En 2013, certains gouvernements ont essayé d'obtenir que l'approvisionnement public en produits alimentaires en temps de crise soit considéré comme une forme de subside à l'agriculture provoquant une distorsion du marché, et que cela se traduise par une règle de l'OMC. Beaucoup de gouvernements achètent des produits aux agriculteurs pour stabiliser les marchés, offrent des prix garantis et organisent des réserves ou des systèmes de distribution dans l'intérêt public. Les ravages que cause le changement climatique dans un monde caractérisé par la dérégulation et la concentration d'entreprises rendent plus fréquents et plus dangereux les chocs alimentaires. Cela rend de plus en plus nécessaires les mesures de sécurité et les programmes publics d'approvisionnement concernant la nourriture de base.

Il est temps d'arrêter de déstabiliser le climat!

Les modes de consommation d'aliments sont en train de changer. Le régime alimentaire occidental se propage, surtout dans les pays du Sud; il s'accompagne de problèmes de santé et augmente aussi la pression sur le climat. Les commerçants en matières premières, les entreprises agro-industrielles, les chaînes de vente au détail, les groupes de capital-investissement et d'autres sortes d'entreprises qui financent et dirigent le système alimentaire industriel ont un vif intérêt à développer leurs affaires dans ces mêmes marchés, et les traités de commerce sont un excellent outil pour y parvenir.

Nous devons faire nos comptes. Si nous voulons nous attaquer au changement climatique, nous devons réduire la consommation de certains aliments, et cela implique de réduire aussi leur production et leur commercialisation. Heureusement, cela est tout à fait faisable, mais à condition de réduire la structure des «gros producteurs», des «gros vendeurs» d'aliments et de ceux qui les financent et en profitent. Les producteurs agricoles, les manufactures et les marchés petits et moyens, avec l'aide du financement et des achats publics, pourraient mieux faire le travail. Il faut

donner un coup de collier et faire en sorte que les divers combats sur le changement climatique rejoignent les combats pour la souveraineté alimentaire et contre les traités de commerce orchestrés par les grandes entreprises.

GRAIN, <http://grain.org/>

Voir la publication ici : <https://www.grain.org/article/entries/5318-ces-accords-commerciaux-qui-dopent-le-changement-climatique-le-facteur-alimentaire>

1. Voir les prochains rapports de l'Observatoire de l'Europe industrielle (CEO), <http://corporateeurope.org>, ainsi que les rapports antérieurs du Sierra Club, du réseau des Amis de la Terre, du CEO et d'autres encore, compilés dans <http://www.bilaterals.org/?+climate-+http://www.bilaterals.org/?+climate-+>, et Peter Rossman, "Against the Trans-Pacific Partnership," Jacobin, 13 mai 2015, <https://www.jacobinmag.com/2015/05/trans-pacific-partnership-obama-fast-track-nafta/>.
2. Voir La Vía Campesina et GRAIN, 5 décembre 2014, "Cinq étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population," <https://www.grain.org/fr/article/entries/5101-souverainete-alimentaire-5-etapes-pour-refroidir-la-planete-et-nourrir-sa-population>.
3. See OCDE–FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015*, 1^{er} juillet 2015, http://www.oecd-ilibrary.org/fr/agriculture-and-food/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-2015/viande_agr_outlook-2015-10-fr. Le commerce des fruits de mer a déjà doublé au cours des cinq dernières années, et les fruits de mer sont devenus la source de protéines la plus commercialisée du monde. Pour en savoir plus, voir: Rabobank, <http://rabobank-food-agribusiness-research.pr.co/98495-seafood-a-myrriad-of-globally-traded-aquatic-products>.
4. Voir la version 'augmentée' du chapitre sur la viande, op cit.
5. Voir GRAIN, "La sécurité sanitaire des aliments dans l'accord de libre-échange UE-États-Unis: une réflexion plus globale", 10 décembre 2013, <https://www.grain.org/fr/article/entries/4847-la-securite-sanitaire-des-aliments-dans-l-accord-de-libre-echange-ue-etats-unis-une-reflexion-plus-globale>, et FoEE, GRAIN, IATP et d'autres, "EU-US trade deal threatens food safety", 5 février 2015, <https://www.grain.org/e/5129>.
6. Données du rapport de la FAO "Global Livestock Environmental Assessment" (GLEAM), "Greenhouse gas emissions from pig and chicken supply chains", 2013, <http://www.fao.org/docrep/018/i3460e/i3460e.pdf>.
7. Voir GRAIN, "Le libre-échange et l'épidémie de malbouffe au Mexique", 2 mars 2015, <https://www.grain.org/fr/article/entries/5189-le-libre-echange-et-l-epidemie-de-malbouffe-au-mexique>.
8. Voir Karen Hansen-Kuhn, "Local economies on the table: TTIP procurement update", IATP, 13 novembre 2014, <http://www.iatp.org/documents/local-economies-on-the-table>.
9. Les initiatives «mangez local» du secteur alimentaire ne sont pas toutes meilleures pour le climat, mais beaucoup le sont.